

M. Nesbitt: Ils annihilent les chemins de fer, surtout.

Une voix: Il n'y a qu'un membre à la Commission.

M. Peters: Quelqu'un a dit que la Commission ne comprend qu'un membre. Je pensais qu'ils étaient plus nombreux. On les appelle les commissaires, j'aimerais savoir ce qui est arrivé aux deux autres. Ils ne voyagent peut-être pas. J'ai lu leurs recommandations et je n'ai assurément rien trouvé de bien impressionnant dans ce qu'ils ont dit au sujet du service-voyageurs. Leur décision au sujet du *Dominion* ne leur fait pas honneur. Ils ont dit que les choses allaient changer en 1967, il faudra donc peut-être tout recommencer.

Quant à moi—je le dis franchement au ministre—on pourrait remplacer tous les chemins de fer par le transport routier. Je n'ai jamais pu savoir si les Canadiens subventionnaient la *Smith Transport* ou le transport des marchandises par le Pacifique-Canadien et, sauf erreur, personne à la Chambre n'est vraiment renseigné sur la propriété des entreprises de transport routier que les chemins de fer ont constituées.

Je pose une dernière question au ministre. Dans quelle mesure le National-Canadien entend-il se lier à l'*Ontario Northland Railway*? J'ai constaté que le National-Canadien avait affecté plusieurs de ses hauts fonctionnaires à l'exploitation de ce chemin de fer. Cela ne nuira pas à celui-ci parce que son exploitation, en Ontario, laisse à désirer depuis quelque temps. Nous avons une commission dont les membres sont nommés «politiquement» par le gouvernement provincial. La commission n'a rien à dire quant aux relations entre patron et ouvriers. Ceux-ci doivent maintenant se rendre à Toronto afin de traiter avec un ministère du gouvernement.

Il n'y a pas longtemps, j'ai eu l'occasion de parler à l'un de ces pseudo-employés du National-Canadien. Il était d'avis qu'il ne traitait pas vraiment avec la commission chargée d'administrer la région septentrionale de l'Ontario et qu'en ce qui avait trait au transport des voyageurs, des marchandises, des messageries, et à certains autres problèmes, il fallait traiter à titre d'agence à la fois avec le National-Canadien et le gouvernement de l'Ontario.

Les gens du Nord de l'Ontario aimeraient savoir, je pense, ce qu'on a l'intention de faire au sujet de ce chemin de fer. Si ce

[M. Nielsen.]

dernier est à vendre, le National-Canadien ferait probablement un excellent marché en l'achetant s'il projette d'accroître son service. Ce chemin de fer détient d'excellents contrats pour le transport du fer, de la pâte à papier, du papier et d'autres marchandises lourdes. Le chemin de fer a besoin d'être entretenu. De nouvelles mises de fonds pourraient servir à étendre les embranchements vers les gisements de minerai de fer en exploitation. L'*Ontario Northland*, qu'il s'agisse d'un secteur appartenant à l'Ontario ou un secteur relevant du National-Canadien, va avoir besoin d'un terminus à Toronto. Il va falloir le relier à d'autres chemins de fer à cause du problème du service-voyageurs.

• (9.00 p.m.)

Si le ministre veut vraiment faire quelque chose, il pourrait nous livrer le fond de sa pensée et nous dire s'il a effectivement l'intention de faire étudier par un comité la question du service-voyageurs d'un bout à l'autre du Canada. S'il n'en a pas l'intention, les sociétés ferroviaires elles-mêmes vont se débarrasser des embranchements. Lorsque les voyageurs ne pourront plus réserver leurs places une semaine d'avance ou que les deux trains rapides en service à l'heure actuelle seront réservés un mois d'avance, les gens ne voyageront plus par le train. Ils se trouveront d'autres moyens de transport. Ainsi, les sociétés ferroviaires vont pouvoir se débarrasser des voyageurs et du service-voyageurs.

Si c'est l'objectif que le ministre s'est fixé, il n'a qu'à attendre et ne rien faire. Si j'en juge par l'humeur des députés qui ont parlé en cette enceinte, je crois que le ministre devra prendre une décision qui rendra superflue la répétition de ces arguments lorsque ses nouveaux crédits nous seront soumis. La population canadienne a sûrement démontré, par la voix de ses députés, qu'elle veut une politique de service-voyageurs et que cette politique ne proviendra pas de la Commission des Transports mais du Parlement. Il va vraiment falloir décider si nous achèterons le Pacifique-Canadien ou si nous le laisserons abandonner le service-voyageurs. Nous aurons à décider si nous allons subventionner ou améliorer le service-voyageurs du National-Canadien ou si nous allons abandonner ce genre d'entreprise et nous engager dans le domaine du transport aérien. Le pays est vaste. Il n'y a pas de doute que, dans bien des cas, le transport aérien offrirait une solution.

Selon moi, le pays attend avec anxiété l'annonce d'une politique. J'espère que le ministre nous indiquera qu'il prendra sans ambages une décision qui réglera le sort du